



Pouvoir Adjudicateur :

Groupement de commandes suivant :

INRAE – Centre-siège 147 rue de l'Université 75338 PARIS Cedex 07	INRAE – Centre Ile-de-France Versailles-Saclay RD10 – Route de Saint-Cyr 78026 VERSAILLES Cedex Coordinateur du groupement	INRAE – Centre Ile-de-France Jouy-en-Josas - Antony Domaine de Vilvert 78352 JOUY-EN-JOSAS Cedex
---	--	---

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

GARDIENNAGE DES LOCAUX SCIENTIFIQUES ET ADMINISTRATIFS DU CENTRE-
SIEGE INRAE (PARIS) ET DES CENTRES ILE-DE-FRANCE - VERSAILLES-SACLAY ET
JOUY-EN-JOSAS - ANTONY ET
PRESTATIONS D'ACCUEIL PHYSIQUE ET TELEPHONIQUE
N° 2025-INRAE-IHF-AG

VISITES OBLIGATOIRES DES CENTRES

Date et heure limites de réception des plis :

22 juillet 2025 à 16H00

SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....	3
Article 1 - OBJET DE LA PROCEDURE.....	3
Article 2 - TYPE DE CONSULTATION	4
Article 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
3.1 Décomposition en lots	4
3.2 Décomposition en tranches.....	5
3.3 Options.....	5
3.4 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	5
3.5 Variantes	5
3.6 Visite des lieux	6
Article 4 - DURÉE DU MARCHÉ – DELAIS D'EXECUTION	7
4.1 Durée du marché.....	7
4.2 Délais d'exécution.....	7
Article 5 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	8
Article 6 - PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS.....	8
6.1 Modalités de présentation des candidatures et des offres.....	8
6.2 Transmission et réception des offres	12
6.2.1 <i>Transmission électronique dématérialisée obligatoire</i>	13
6.2.2 <i>Copie de sauvegarde - non obligatoire</i>	13
Article 7 - APPRÉCIATION DES CAPACITÉS ET JUGEMENT DES OFFRES	14
7.1 Candidatures.....	14
7.2 Offres.....	14
ARTICLE 8 : NÉGOCIATION	17
ARTICLE 9 : MODE DE REGLEMENT.....	17
ARTICLE 10 : MODALITÉS D'ATTRIBUTION ET DE NOTIFICATION DU MARCHÉ	18
ARTICLE 11 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	19
ARTICLE 12 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	19

Administration contractante :

Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement (INRAE)
Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique (EPST)

Le présent marché est passé dans le cadre d'une convention de groupement de commandes constitué pour une durée indéterminée à partir du 1^{er} aout 2018, signée entre les centres INRAE de recherche suivants, en leur nom et pour le compte des unités qui y sont administrativement rattachées :

INRAE – CENTRE-SIEGE

147 rue de l'Université - 75338 PARIS Cedex 07

Représenté par l'Administratrice du centre Karine GUERITAT

Désignée représentante du pouvoir adjudicateur

Centre INRAE IDF- VERSAILLES-SACLAY

RD10 route de Saint-Cyr - 78026 VERSAILLES

Représenté par son Président de centre, Egizio VALCESCHINI

Désigné représentant du pouvoir adjudicateur

Centre INRAE IDF-JOUY-EN-JOSAS-ANTONY

Domaine de Vilvert - 78352 JOUY-EN-JOSAS

Représenté par sa Présidente de centre, Nathalie TOUZE

Désignée représentante du pouvoir adjudicateur

La convention constitutive du groupement confie au centre Ile-de-France VERSAILLES-SACLAY, la charge de mener la procédure de passation du marché public au nom et pour le compte des autres membres conformément aux articles L2113-6 à L2113-7 du code de la commande publique.

Sites Internet de référence :

1. Institut de recherche finalisée INRAE : www.inrae.fr
2. Centres INRAE : <https://www.inrae.fr/centres>

PRÉAMBULE

Le marché est conclu au terme d'une procédure adaptée.

Il ne fera l'objet d'une signature par le soumissionnaire ainsi que par INRAE qu'à l'étape de son attribution.

Article 1 - OBJET DE LA PROCEDURE

La présente consultation concerne l'exécution des prestations nécessaires à la protection des immeubles à usage de bureaux et de laboratoires, des serres et/ou équipements techniques des sites INRAE de Versailles, Jouy-en-Josas-Antony, Paris ainsi que des prestations d'accueil physique et téléphonique.

Codes CPV :

Service de gardiennage : 79713000-5 – 79714000-2 : Service de surveillance 79710000-4 : Services de sécurité

Prestations d'accueil : 79992000-4.

<https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2008:074:0001:0375:FR:PDF>

Lieux d'exécution :

CENTRE	SITE/ADRESSE
CENTRE-SIEGE PARIS	Sites de Paris : <ul style="list-style-type: none">- Site 1 : 147 rue de l'Université 75007 PARIS (adresse postale : 75338 Paris cedex 07)- Site 2 : 11 rue Jean Nicot – 75007 PARIS (rue attenante au 1^{er} site parisien)
CENTRE ILE-DE-FRANCE VERSAILLES-SACLAY	Site de Versailles - RD 10 – Route de Saint-Cyr - 78026 VERSAILLES
CENTRE ILE-DE-FRANCE JOUY-EN-JOSAS - ANTONY	Site de Jouy-en-Josas - Domaine de Vilvert - 78352 JOUY-EN-JOSAS CEDEX
	Site d'Antony – 1 rue Pierre-Gilles de Gennes – CS 10030 – 92761 ANTONY Cedex

FORME DU MARCHÉ

La forme du marché public est un marché dit composite constitué :

- D'une partie forfaitaire correspondant au coût annuel des prestations régulières et continues de gardiennage et d'accueil sur les centres INRAE d'Ile-de-France et du centre-siège
- D'une partie exécutée par bons de commande selon les articles [R2162-1](#) à [R2162-14](#) du Code de la commande publique (accord-cadre mono-attributaire à bons de commande) pour des prestations ponctuelles.

Le seuil maximum du marché, toutes parties confondues (forfaitaire + bons de commande) sur sa durée totale, reconductions comprises, est fixé à 3 000 000 €HT.

A titre indicatif, le montant total sur 4 ans, pour les prestations de gardiennage et d'accueil, hors prestations ponctuelles, est estimé à 2 350 000 €HT (montant non contractuel).

Article 2 - TYPE DE CONSULTATION

Le marché est un marché à procédure adaptée en raison de son objet, en application des articles [R2123-1.3°](#) et [R2123-2](#) du Code de la commande publique.

Article 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 Décomposition en lots

Les prestations sont dévolues en lot unique au sens de l'article L 2113-11 du code de la commande publique.

Les soumissionnaires doivent répondre en groupement. Voir article 3.2 du présent règlement de la consultation.

3.2 Principe d'exclusivité - Forme juridique du groupement attributaire



Afin de respecter le **principe d'exclusivité relatif aux activités de sécurité privée**, selon les dispositions de l'article L612-2 du Code de la Sécurité Intérieure (*une société de sécurité privée ne peut pas exercer des prestations non liées aux activités de sécurité privée*), les candidats devront obligatoirement se présenter en groupement (une entreprise pour les prestations d'accueil ET une entreprise pour les prestations de gardiennage) sous la forme suivante :

Groupement conjoint non solidaire avec comme mandataire, l'opérateur économique réalisant les prestations d'accueil. Chaque co-traitant aura une personnalité juridique propre.

Outre le fait que, dans le cadre de cette consultation, une société de sécurité privée ne peut délivrer des activités d'hôte/hôtesse d'accueil ni les sous-traiter, il est rappelé qu'il existe une incompatibilité entre les « facility managers » et les prestations de sécurité privée.

Le principe d'exclusivité étant une disposition d'ordre légal, une entreprise de « facility management », quel que soit son modèle de développement, ne pourra pas délivrer ni piloter une prestation de sécurité privée pour un pouvoir adjudicateur. Seule une entité spécialisée, ayant une personnalité juridique propre et autorisée par le CNAPS, pourra délivrer ou piloter une prestation de sécurité privée. Cette entité ne pourra délivrer aucune autre prestation non liée aux activités privées de sécurité.

De même, une entreprise proposant des prestations d'accueil ne pourra pas sous-traiter des prestations de sécurité privée (*Cf. Fiche pratique principe d'exclusivité du CNAPS*).

3.3 Décomposition en tranches

Sans objet.

3.4 Options

Les options constituent des prestations susceptibles de s'ajouter, sans remise en concurrence, aux prestations commandées de manière ferme dans le cadre du marché public et qui doivent être prévues dans le contrat initial. Il s'agit, dans le cadre du présent marché, de marchés publics de prestations similaires, de la reconduction du marché public.

3.5 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le dossier ne contient pas de prestations supplémentaires éventuelles en rapport direct avec l'objet du marché, qu'elles soient obligatoires ou facultatives.

3.6 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées. Les soumissionnaires doivent obligatoirement présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation.

3.7 Visite des lieux

Une visite des lieux est obligatoire pour prendre connaissance des sites suivants :

Centre-siège :

Sites à visiter obligatoirement :

☒ 147 rue de l'Université et 11 rue Jean Nicot- Paris (7^{ème})

Centre IDF Jouy-en-Josas - Antony

Sites à visiter obligatoirement :

☒ Centre de Jouy-en-Josas – Domaine de Vilvert – Jouy-en-Josas (78352)

☒ Site d'Antony - 1 rue Pierre-Gilles de Gennes – CS 10030 – 92761 ANTONY Cedex

Centre IDF Versailles-Saclay

Site à visiter obligatoirement :

☒ Centre de Versailles-Saclay – RD10 route de Saint-Cyr – Versailles (78026)

Les personnes à contacter pour effectuer ces visites, sont, par centre :

Centres	Contact (mail)	Contact (téléphone)
Centre-siège	glenn.gorlier@inrae.fr	01 42 75 92 58 / 06 13 97 45 16
Versailles-Saclay	alexandre.aranda@inrae.fr	06 30 55 25 51
Jouy-en-Josas	pedro.verge-depre@inrae.fr	06 13 64 78 47
Antony	odile.niveau@inrae.fr	01 34 65 20 36

Les certificats de visites, datés et signés par le responsable de la visite, devront être transmis dans l'offre. Toutefois, les candidats qui auraient une connaissance approfondie du site sont autorisés à justifier cette connaissance par tout autre moyen. **L'offre du candidat sera déclarée irrégulière à défaut de fourniture du certificat de visite ou de tout autre moyen de preuve de la connaissance approfondie du site.**

Aucune visite ne sera possible après le 11 juillet 2025.

3.8 Reprise du personnel

Le titulaire est soumis à l'obligation de reprise du personnel affecté à l'exécution du précédent marché dans les conditions prévues par l'arrêté du 29 novembre 2012 portant extension d'un avenant à un accord conclu dans

le cadre de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 étendue par arrêté du 25 juillet 1985.

Cf. Annexe n°4 du CCAP (masse salariale du personnel à reprendre).

INRAE n'est pas à l'origine des données transmises, les soumissionnaires ne pourront donc pas engager la responsabilité d'INRAE en cas d'erreur sur les données.

3.9 Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Article 4 - DURÉE DU MARCHÉ – DELAIS D'EXECUTION

4.1 Durée du marché

Le marché débute dès sa notification, pour une durée qui cumule :

- la période entre les dates de notification et de début d'exécution (1^{er} février 2026), celle-ci n'ouvrant pas droit à rémunération (période permettant notamment le déploiement du marché en cas de changement de titulaire)
- et une période ferme de onze (11) mois à compter du 1^{er} février 2026 jusqu'au 31 décembre 2026, ouvrant droit à rémunération.

Le marché est reconductible tacitement trois (3) fois un (1) an, du 1^{er} janvier de l'année civile en cours jusqu'au 31 décembre de l'année civile en cours.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

En cas de non reconduction, INRAE transmettra, deux (2) mois avant chaque date anniversaire du présent marché, sa décision au titulaire. Cette non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité.

Sont exclus de la date de démarrage des prestations les samedis, dimanches et jours fériés.

Les délais d'exécution des prestations ponctuelles à bons de commande sont fixés dans chaque bon de commande.

4.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations forfaitaires sont indiqués dans chaque fiche de centre, en annexe du CCP.

Les délais d'exécution seront indiqués dans les bons de commande, pour les prestations exceptionnelles.

Article 5 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des plis mentionnée en page de garde du présent règlement.

En cas de négociation, le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres négociées.

Article 6 - PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

6.1 Modalités de présentation des candidatures et des offres

Les candidats sont tenus de présenter leurs candidatures et leurs offres, rédigées en **langue française**, par voie électronique, avec ou sans le formulaire **DUME**.

Pour les candidats qui disposent d'un numéro SIRET, le profil acheteur propose deux moyens pour candidater :

- le premier, est la réponse par le Document Unique de Marché Européen (**DUME - cas n° 1**).
- le second, par voie électronique sans expérimenter le **DUME (cas n° 2)**.

Les candidats doivent fournir les documents de candidature demandés au présent article du règlement de la consultation qui n'auraient pas été complétés dans le **DUME**. Ces renseignements sont nécessaires pour garantir qu'un candidat dispose de la capacité juridique et financière ainsi que des compétences techniques et professionnelles nécessaires pour exécuter le marché à attribuer.

Cas n° 1 : Présentation des candidatures et des offres avec le formulaire DUME

Formulaire de candidature DUME à compléter :

Le **DUME** est un document auto-déclaratif qui se traduit par une déclaration sur l'honneur d'un opérateur économique, sur son aptitude et ses capacités pour participer à une procédure de marché public.

Afin de renseigner votre **DUME**, il vous suffit de vous rendre sur le profil acheteur et de choisir le **DUME** comme modalité de réponse pour la candidature.

Contenu du dossier de réponse électronique avec le formulaire de candidature DUME :

En plus de compléter le formulaire **DUME**, le soumissionnaire devra transmettre les informations et documents de la candidature ci-dessous non récupérés auprès d'autres administrations devant être joints lors du dépôt de la candidature.

Cas n°2 : Présentation des candidatures et des offres par voie électronique sans utiliser le dispositif DUME

Le pli contiendra les documents suivants :

Pour la partie « Candidature »

Le pli contiendra les documents suivants :

1. **Une lettre de candidature** accompagnée de documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société (produire une délégation de pouvoir et les habilitations du mandataire pour représenter les opérateurs économiques dans le cadre du groupement).



Chaque membre du groupement remettra les documents suivants :

2. **La déclaration sur l'honneur** certifiant que le candidat n'entre dans aucune des interdictions de l'article [R2143-3](#) du code de la commande publique (voir modèle dans le dossier de l'avis d'appel à candidatures).
3. **Une déclaration concernant le chiffre d'affaires** global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles
4. **Une liste des principaux services** fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les éléments de preuve relatifs à des services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
5. Une déclaration indiquant les **effectifs moyens annuels** du candidat et l'importance du **personnel d'encadrement** pendant les trois dernières années
6. **Ainsi que les documents suivants pour les candidats aux prestations de gardiennage :**
 - **Autorisation administrative d'exercice** pour chaque établissement, principal et secondaire(s) (articles L.612-9 et L.622-9 du code de la sécurité intérieure (CSI) ;
 - **Agrément en cours de validité** délivré par le CNAPS (Conseil National des Activités Privées de Sécurité) du dirigeant de l'entreprise de sécurité privée (art.L. 612-6 ou L.622-6 du code de la sécurité intérieure (CSI). Les dirigeants de chaque établissement secondaire doivent également détenir un agrément dirigeant.
7. **Sous-traitance : se reporter à l'article 3.2 du présent règlement de consultation.**

Publication des référentiels de contrôle à destination des professionnels de la sécurité privée | Internet CNAPS

- Si le candidat s'appuie sur les capacités d'un ou plusieurs sous-traitants, il doit justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants et apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Le candidat doit également remettre une déclaration du ou des sous-traitants indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner. Le cas échéant, le candidat est invité à prouver qu'il disposera des capacités du ou des sous-traitants lors de l'exécution du marché en retournant, pour

celui ou ceux auxquels il ferait appel s'il était attributaire, le document joint à titre d'exemple au dossier de consultation.

- Si la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournira par ailleurs à l'acheteur une déclaration visée à l'article R2193-1 du code de la commande publique et une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner. Le cas échéant, le candidat est invité à déclarer un sous-traitant en retournant, pour celui ou ceux auxquels il fera appel s'il devient attributaire, le document joint à titre d'exemple au dossier de consultation. Conformément à l'article R2193-2 du code de la commande publique, la notification du marché emportera acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.



Dans le cadre des activités privées de sécurité, les candidats doivent appliquer une complète transparence vis-à-vis d'INRAE concernant le recours éventuel à la sous-traitance. En cas de recours à cette dernière, le candidat devra préciser :

- Le volume et les missions pouvant faire l'objet d'une sous-traitance
- L'interdiction du recours à la sous-traitance de second rang
- L'identité précise du ou des sous-traitants
- Les garanties requises vis-à-vis du personnel salarié du sous-traitant en termes d'employabilité (carte professionnelle en cours de validité, contrat de travail, déclarations sociales etc.).

Cf. Fiche pratique principe d'exclusivité du CNAPS (page 3).

Les pièces n°1 et n°2 peuvent être établies sur le formulaire DUME ou DC1.

Les pièces n°3 à n°7 peuvent être récapitulées sur le formulaire DUME ou DC2.

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Remarque :

Les entreprises nouvellement créées pourront apporter la preuve de leurs capacités par tout autre document équivalent. Pour apprécier les capacités de ces entreprises, pourront notamment être produits les renseignements suivants :

- pour les capacités économiques et financières : une déclaration appropriée de banque, production d'une attestation d'un agent d'assurance garantissant la conclusion d'un contrat en cas d'attribution, etc.
- pour les capacités techniques et professionnelles : titres d'études et/ou expérience professionnelle des responsables, liste des matériels possédés par l'entreprise, attestation de fourniture en cas d'attribution de marché, etc.

Important :

Pour justifier de leurs capacités, les soumissionnaires peuvent faire appel aux capacités d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature du lien juridique les associant.

Pour le cas où la nature du lien juridique les associant ne relève ni de la cotraitance ni de la sous-traitance déclarée au moment de l'offre, les soumissionnaires doivent apporter, outre l'ensemble des pièces de candidature énumérées dans le présent article, une preuve par tout moyen approprié, justifiant qu'ils disposeront effectivement des capacités présentées à l'appui de leur candidature pour la réalisation du marché.

Pour la partie « Offre »

1. L'acte d'engagement (AE) (cadre joint dans le dossier de consultation) dûment complété et précisant les montants hors taxes et toutes taxes comprises des prestations qui font l'objet de l'offre
2. La décomposition du prix global et forfaitaire correspondante (DPGF), dûment complétée poste par poste et pour toutes les périodes concernées. Le document doit être disponible en fichier type tableur modifiable **⚠ 4 feuilles Excel à compléter (2026 / 2027 / 2028 / 2029).**
3. Le bordereau des prix (BPU), dûment complété poste par poste. A noter que tous les postes devront obligatoirement être renseignés sous peine de déclarer l'offre irrégulière.
4. Le **cadre de réponse technique, environnemental et social** (cadre joint dans le dossier de consultation) dûment complété

⚠ Le cadre de réponse technique, environnemental et social (CRTES) permet à INRAE d'apprécier la pertinence des dispositions envisagées pour mener à bien les prestations prévues à l'accord-cadre. Il doit être **obligatoirement complété et constituera la base de l'analyse des offres, sous peine de déclarer l'offre irrégulière. **Aucun document présenté en remplacement sous format libre ne sera admis.****

5. Le **compte d'exploitation prévisionnel** (cadre joint dans le dossier de consultation) dûment complété **⚠ 2 onglets à compléter**
6. Les attestations de **visite** complétées et signées (cadre joint dans le dossier de consultation)
7. Un relevé d'identité bancaire (IBAN-BIC)

ainsi que tous documents permettant d'apprécier l'offre du soumissionnaire au regard des critères 1 et 3 décrits à l'article « 7.2 - Offres » du présent règlement de la consultation.

6.2 Transmission et réception des offres

En application des articles [R2132-7](#) et [R2132-13](#) du code de la commande publique, la transmission des candidatures et des offres **se fera obligatoirement par voie électronique** sur le profil d'acheteur d'INRAE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) dans les conditions exposées ci-dessous. Les soumissionnaires ont toutefois la possibilité d'y ajouter une copie de sauvegarde par voie traditionnelle.

Recommandations :

Du fait de l'utilisation du profil d'acheteur pour leurs démarches, il est recommandé aux candidats de :

- S'assurer du bon fonctionnement de leur environnement informatique.
- Vérifier l'adresse mail de leur compte utilisateur. Celle-ci doit être active et consultable, à tout moment, par les responsables de l'entreprise en charge de la consultation.
- Vérifier que les alertes du profil d'acheteur ne sont pas filtrées par le dispositif anti-spam de l'entreprise ou redirigées vers les « courriers indésirables ».

Le temps de chargement et d'envoi des documents peut prendre quelques dizaines de minutes lors de certains transferts en raison notamment du poids des fichiers, du matériel informatique utilisé, de la qualité du débit interne ou encore du trafic sur la plateforme. Les candidats sont donc invités à prendre en considération ces délais lors de leurs démarches.

6.2.1 Transmission électronique dématérialisée obligatoire

Les soumissionnaires disposent d'une aide technique à l'utilisation de la plateforme à l'adresse URL de la plateforme (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

En cas de difficultés techniques rencontrées lors du dépôt d'un pli, INRAE recommande l'ouverture d'un ticket au support de la plateforme attestant des problèmes techniques rencontrés. Seule cette démarche permet d'attester d'un dysfonctionnement rencontré par le candidat.

Horodatage :

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. La date et l'heure pris en compte pour la remise des candidatures et des offres sont celles données sur la plate-forme pour INRAE à réception des documents envoyés par les soumissionnaires. Cette heure est consultable à l'adresse URL évoquée ci-dessus : (heure de Paris).

Les soumissionnaires devront impérativement adresser leur candidature et leur offre dans les formats ci-après précisés, sous peine de rejet de leur candidature et de leur offre :

Format des fichiers : XLS(x), DOC(x), RTF, PPT(x), PDF, ou équivalents.

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser d'extension .exe ou similaire ;
- ne pas envoyer de fichier contenant des macros ;
- vérifier que le pli comprend bien les documents demandés au format évoqué plus haut.

Signature électronique :

La signature électronique n'est pas requise.

6.2.2 Copie de sauvegarde - non obligatoire

Les soumissionnaires peuvent transmettre à titre de copie de sauvegarde une réponse sur support papier ou sur support physique électronique (clé USB, etc.), dans le même délai que le pli électronique dématérialisé (spécifié en page de garde du présent document).

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures et / ou les offres transmises par voie électronique sur le profil d'acheteur ;
- lorsqu'une candidature ou une offre dématérialisée est parvenue par voie électronique sur le profil d'acheteur de façon incomplète, hors délai ou sans pouvoir être ouverte, sous réserve que la transmission ait commencé avant l'heure limite de remise des plis figurant en page de garde ;

La copie de sauvegarde comporte toutes les pièces de la candidature et de l'offre. Elle est placée sous enveloppe cachetée (ou tout autre emballage adapté et scellé).

En cas de copie de sauvegarde électronique elle-même vérolée, celle-ci sera écartée par l'acheteur.

Cette copie de sauvegarde doit être envoyée à l'adresse indiquée ci-dessous.

L'enveloppe cachetée contiendra tous les documents énoncés à l'article [6.1](#) du présent règlement et portera les mentions suivantes :

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE (MAPA)

Gardiennage des locaux scientifiques et administratifs du centre-siège INRAE (Paris) et des centres Ile-de-France
Versailles – Saclay et Jouy-en-Josas – Antony et prestations d'accueil physique et téléphonique

**COPIE DE SAUVEGARDE - « NE PAS OUVRIR
(NOM DE L'ENTREPRISE)**

Elle sera adressée à :

INRAE – CENTRE DE VERSAILLES-SACLAY
Services Déconcentrés d'Appui à la Recherche (SDAR)
SAMIHF – Bâtiment 10
RD 10 – route de Saint-Cyr
78026 VERSAILLES Cedex

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure fixées en page de garde du présent document ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus.

Article 7 - APPRÉCIATION DES CAPACITÉS ET JUGEMENT DES OFFRES

7.1 Candidatures

Les candidats seront jugés sur leurs :

- 1 - Capacités économiques et financières (chiffres d'affaires)
- 2 - Capacités techniques et professionnelles (moyens humains, techniques, agréments, références et/ou tous documents justifiant de la capacité du candidat à réaliser les prestations)

7.2 Offres

Le classement des offres (après élimination des offres inappropriées, irrégulières et inacceptables et rejet des offres anormalement basses) et l'attribution du marché seront fondés sur les critères pondérés suivants (articles L2152-7, R2152-6 à R2152-12 du code de la commande publique) :

Critère d'attribution et pondération		Sous-critères et pondération	
Critère 1 : Qualité technique de l'offre	50%	S/C1 : Organisation et méthodologie des prestations	40 %
		S/C2 : Matériel et équipement mis à disposition	10%
		S/C3 : Process mis en place pour assurer la continuité de service	20 %
		S/C4 : Mesures de contrôle des prestations	20 %
		S/C5 : Pertinence des livrables proposés – Production a minima, par prestation (gardiennage + accueil) : exemple de planning hebdomadaire du site – exemple de support de contrôle contradictoire	10 %
Le critère 1 est évalué au vu des réponses apportées dans le cadre de réponse technique, environnemental et social (CRTES).			
Critère 2 : Coût global de la prestation	40%		
Le critère 2 est évalué sur le total des montants forfaitaires 2026-2029 pour l'ensemble des centres et sur une simulation (commande type) établie à partir des prix proposés dans le bordereau des prix unitaires			
Critère 3 : développement durable	10%	S/C1 : Politique en faveur du bien-être des salariés/Qualité de vie au travail	35%
		S/C 2 : Egalité homme / femme et insertion	35%
		S/C3 : Réduction de l'impact écologique lié aux prestations du marché	30%
Le critère 3 est évalué au vu des réponses apportées dans le cadre de réponse technique, environnemental et social (CRTES).			



Les dispositions législatives quant à l'obligation de retenir au moins un critère d'attribution prenant en compte les caractéristiques environnementales de l'offre pour l'ensemble des marchés publics entreront en vigueur **au plus tard le 22 août 2026**. La démarche d'INRAE, acteur majeur des recherches menées au service des Objectifs de développement durable (ODD), est d'intégrer, dès aujourd'hui et dans la majorité de ses marchés publics, des clauses et au moins un critère d'attribution relatifs au développement durable. Dans ce cadre, et suite à la jurisprudence interdisant la prise en compte de la politique générale de l'entreprise en matière de développement durable, **INRAE attend des opérateurs économiques des solutions concrètes et vérifiables en lien avec l'objet du marché.**

Offres irrégulières : Conformément à l'article R.2152-2 du code précité, en cas d'offres irrégulières, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

INRAE pourra demander aux soumissionnaires de préciser le contenu de leur proposition.

. **Méthode d'analyse des offres :**

Une **note globale** sur 4 points sera attribuée aux soumissionnaires ayant présenté une offre régulière, acceptable et n'étant pas anormalement basse.

Cette note globale correspondra à la somme des notes pondérées attribuées aux critères « Qualité technique », « Développement durable » et « Prix ».

La **note « Qualité technique »** correspondra à une note sur 4 pondérée. Elle représentera 50 % de la note globale et correspondra à la somme des notes pondérées des sous-critères également notés sur 4 après réévaluation dans les conditions décrites ci-dessous.

La **note « Développement durable »** correspondra à une note sur 4 pondérée. Elle représentera 10 % de la note globale et correspondra à la somme des notes pondérées des sous-critères également notés sur 4 après réévaluation dans les conditions décrites ci-dessous.

Les notes seront attribuées selon le barème suivant :

4 : Niveau de satisfaction « Excellent » : l'information fournie pour le critère répond parfaitement à la demande. Elle est présente de manière claire, précise et offre plusieurs avantages particuliers ou un avantage prépondérant.

3 : Niveau de satisfaction « Bon » : l'information fournie pour le critère répond correctement à la demande. Elle présente au moins un (ou des) avantage particulier significatif.

2 : Niveau de satisfaction « Passable » : l'information fournie pour le critère répond a minima à la demande, sans présenter d'avantage particulier suffisant.

1 : Niveau de satisfaction « Insuffisant » : L'information fournie pour le critère est insuffisante, trop lacunaire et/ou se limite à la fourniture de brochures commerciales sans apporter une réponse claire et suffisamment précise à la demande. L'information fournie traduit un sous-dimensionnement manifeste de la réponse par rapport au besoin.

Afin de donner tout leur poids aux critères « **Qualité technique** » et « **Développement durable** », la note de 4 sera finalement attribuée à l'offre ayant obtenu la meilleure note. Cette réévaluation de la meilleure offre permettra de calculer un coefficient de raccordement (Cr) pour chacun de ces critères selon la formule suivante : **Cr= 4 / meilleure note attribuée sur les critères « Qualité technique » et « Développement durable ».**

Toutes les notes critères « **Qualité technique** » et « **Développement durable** » des offres concurrentes seront réévaluées dans les mêmes proportions, par application des coefficients de raccordement ainsi obtenus.

La **note minimale de 2/4 est exigée sur les critères « Qualité technique » et « Développement durable » avant application des coefficients de raccordement**, en dessous de laquelle l'offre est éliminée car ne présentant pas de chance réelle et sérieuse de répondre qualitativement au besoin exprimé et d'être jugée « économiquement la plus avantageuse ». Toute note inférieure est automatiquement éliminatoire.

Le critère « **Prix** » correspondra à une note sur 4 pondérée. La note représentera 40 % de la note globale.

La formule de calcul de la note « **Prix** » (P) sera la suivante :

$$P = 4 \times \frac{(1 + \text{montant de l'offre la moins-disante})}{(1 + \text{montant de l'offre analysée})}$$

La note finale (Note totale « Nt ») sera calculée par application de la formule suivante aux notes pondérées

$Nt = \text{Note critère « Valeur technique »} \times \text{coeff. raccordement} + \text{« Dispositions environnementales »} \times \text{coeff. raccordement} + \text{note critère « Prix »}.$

Article 8 - NÉGOCIATION

Si certaines offres se révèlent être irrégulières ou inacceptables, INRAE se réserve la possibilité de déclencher avec les soumissionnaires concernés un premier tour de régularisation qui permettra aux entreprises de rendre leur offre régulière. Pourront également être demandées lors de cette première étape des explications sur des niveaux de prix paraissant anormaux.

La régularisation ne peut concerner les offres anormalement basses.

Les offres seront ensuite analysées de manière approfondie, notées et classées.

INRAE se réserve la possibilité de négocier le marché. A défaut, INRAE peut attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation, selon les dispositions de l'article R2123-5 du code de la commande publique.

Pour le cas où INRAE décide de négocier, la négociation sera engagée sur la base des critères spécifiés à l'article 7.2 avec les entreprises ayant présenté les meilleures offres au terme de ce classement. Le nombre maximum d'entreprises invitées aux négociations est fixé à quatre (4).

De même, le choix final du titulaire du marché se fera sur la base de ces critères en fonction des éléments obtenus ou non lors de la négociation.

Les négociations pourront être menées par écrit via la plateforme PLACE, à distance au moyen de visio-conférence ou en face à face.

ATTENTION :

Les négociations menées par voie électronique le seront via l'adresse courriel avec laquelle le soumissionnaire s'est authentifié au moment du dépôt de son offre.

Article 9 - MODE DE REGLEMENT

Le mode de règlement du marché est le virement administratif. Le paiement interviendra sous un délai de 30 jours maximum au compte indiqué par le soumissionnaire dans l'acte d'Engagement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

Article 10 - MODALITÉS D'ATTRIBUTION, SIGNATURE ET NOTIFICATION DU MARCHÉ

10.1 Modalités d'attribution

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra transmettre électroniquement les documents demandés en application des articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique. Les modalités de transmission seront indiquées dans le courrier de demande de transmission des documents. A défaut de production de ces documents dans un délai de 5 jours ouvrés, le marché ne pourra lui être attribué.

Les documents seront les suivants :

Mandataires, cotraitants et sous-traitants :

- **Attestation de régularité fiscale** au regard de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée ([article 1 de l'arrêté du 22 mars 2019](#))
- **Attestation de vigilance** valant également certificat sur l'emploi handicapé ([article 2 I de l'arrêté du 22 mars 2019](#) ; [article L. 243-15 du code de la sécurité sociale](#) ; [article D. 8222-5 du code du travail](#) ; [article D. 8222-7 du code du travail](#))
- **Liste nominative des travailleurs étrangers** avec la date d'embauche, la nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ([article R. 2143-8 du code de la commande publique](#) ; [article L. 8254-1 du code du travail](#) ; [article D. 8254-1 du code du travail](#) ; [article D. 8254-2 du code du travail](#) ; [article D. 8254-4 du code du travail](#))
- Si le candidat est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet, attestant de son habilitation à poursuivre son activité.

Mandataires et cotraitants :

Il est également possible de joindre les attestations d'assurances en responsabilité civile et professionnelle dès l'attribution du marché. Pour rappel, conformément à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

10.2 Signature

L'acte d'engagement rematérialisé et signé physiquement par l'attributaire du marché puis adressé à INRAE. INRAE le signera, puis notifiera le marché au titulaire.

10.3 Notification

La notification du marché consiste en la transmission par la voie dématérialisée via le profil d'acheteur d'INRAE d'une copie du marché signé par la personne habilitée. La notification pourra être électronique.

Article 11 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres**, une demande écrite. Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant été destinataires du dossier au moins 6 jours avant la date limite de remise des offres.

Cette demande devra être faite par la voie électronique via le sas d'échange sur le profil d'acheteur. Les candidats recevront la réponse via ce service (cf. clause service d'horodatage des échanges).

Article 12 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation comprend le présent règlement de la consultation (RC) et les pièces suivantes :

- 01 - Formulaire DC1
- 02 - Formulaire DC2
- 03 - Le cadre de déclaration sur l'honneur
- 04 - Le cadre de sous-traitance
- 05 - Un cadre d'acte d'engagement (AE)
- 06 - Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses quatre annexes :
 - o Annexe 1 : Fiche CNAPS – Principe d'exclusivité
 - o Annexe 2 : Fiche CNAPS – Sous-traitance
 - o Annexe 3 : Fiche CNAPS – Tenue ASP
 - o Annexe 4 : Masse salariale- prestations desurveillance/ gardiennage
- 07 - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses trois annexes :
 - o Annexe 1 : Prescriptions techniques relatives au centre-siège
 - o Annexe 2 : Prescriptions techniques relatives au centre IDF Versailles-Saclay
 - o Annexe 3 : Prescriptions techniques relatives au centre IDF Jouy-en-Josas - Antony
- 08 - Les décompositions du prix global et forfaitaire du prix (DPGF) – 4 onglets (2026 – 2027 – 2028 – 2029)
- 09- Le bordereau des prix unitaires (BPU) pour l'ensemble des centres et sites
- 10 - Le cadre de réponse technique, environnemental et social (CRTES) pour l'ensemble des centres et sites
- 11 – Le compte d'exploitation prévisionnel – 2 onglets : accueil et gardiennage
- 12 – L'attestations de visites regroupant l'ensemble des sites à visiter.

Calendrier prévisionnel

AAPC	
Date limite de remise des offres	22/07/2025
Analyse	Août - Septembre
Négociations	Octobre
Remise des offres négociées	Octobre
Attribution	Novembre
Notification	Décembre
Reprise du personnel le cas échéant	Janvier
Début du marché	02/02/2026

Ce calendrier n'engage pas INRAE.